

La croissance française a plafonné à 0,2% au deuxième trimestre 2019

Le PIB français a augmenté de 0,2% au deuxième trimestre 2019, entre avril et juin, en légère baisse par rapport à la période précédente, annonce mardi 30 juillet l'Insee.

La croissance économique a stagné à 0,2% en France au deuxième trimestre 2019, en raison principalement d'un ralentissement de la consommation des ménages, selon une première estimation publiée mardi 30 juillet par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Une croissance plus faible que prévue au deuxième trimestre 2019

Pourtant l'Insee tablait sur un chiffre supérieur dans sa prévision du 20 juin : l'organisme prévoyait alors une croissance de 0,3%, identique donc à celle du premier trimestre. En revanche, le chiffre est conforme à la dernière estimation de la Banque de France.

L'institut de statistique apporte des explications à ce chiffre plutôt décevant. Selon lui, ce résultat s'explique par la faible consommation des ménages, qui n'a progressé que de 0,2% (contre + 0,4% entre janvier et mars), et, ce, malgré les gains de pouvoir d'achat liés aux mesures d'urgence votées par le gouvernement pour tenter d'enrayer la crise des « Gilets jaunes ».

L'investissement, en hausse, a soutenu l'activité

Dans le détail, la consommation en biens est ainsi restée atone (0% après + 0,1%). Le recul des dépenses en biens fabriqués (moins; 0,3%) est notamment dû à une baisse des ventes de voitures, tandis que la consommation de services, elle, a décéléré (+ 0,3% après + 0,6%), en raison de « moindres dépenses » dans l'hébergement et la restauration.

Enfin, l'Insee salue l'investissement qui, à l'inverse, a soutenu l'activité : ce dernier a progressé de 0,9% (après avoir augmenté de 0,5% au premier trimestre), grâce à l'investissement des entreprises, à nouveau très dynamique (+ 1,2 % après + 0,7 %). Pour rappel, les objectifs fixés par le gouvernement sont supérieurs, puisqu'il prévoit une croissance de 1,4% pour 2019, en repli de 0,3 point par rapport à son scénario initial. Mais la Banque de France, l'OCDE, le FMI et la Commission européenne estiment que l'activité économique devrait progresser de 1,3% cette année